

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION N° 26/05

ACHETEUR :	SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE MIXTE POUR LES ÉVÉNEMENTS CANNOIS (SEMEC) LA CROISSETTE CS 30051 06414 CANNES CEDEX
OBJET DE LA CONSULTATION :	PRESTATIONS DE TRAITEUR POUR LES BESOINS INTERNES DU PALAIS DES FESTIVALS ET DES CONGRÈS DE CANNES REPONSE UNIQUEMENT POUR LE LOT 2 : Cocktails déjeunatoires et dîners.
PROCÉDURE DE CONSULTATION :	Appel d'offres ouvert en application des articles L 2124-2, R. 2124-1, R. 2124- 2-1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique
TYPE DE MARCHÉ :	Marché de service Accord-cadre mono-attributaire à bons de commande conformément aux articles L. 2125-1-1°, R. 2162-1, R. 2162-2 – alinéa 2, R. 2162-4-2°, R. 2162- 13, R. 2162-14 du Code de la commande publique.

Date et heure limites de réception des offres :

Mardi 02 juin 2026, à 12h00.

Date et heure limites imparties aux candidats pour formuler des questions écrites à la SEMEC :

Lundi 25 mai 2026 à 12h00



RÉPONSE PAR VOIE ÉLECTRONIQUE OBLIGATOIRE

SOMMAIRE

Article premier. – Nom et adresse de l'acheteur.....	3
Article 2. – Objet de la consultation	3
Article 3. – Nature et durée du marché	4
3-1. – Nature du marché	4
3-2. – Durée du marché.....	4
Article 4. – Conditions de la consultation	5
4-1. - Etendue et mode de la consultation.	5
4-2. - Décomposition en tranches et en lots.....	5
4-3. - Présentation en groupement.	5
4-4. - Variantes.....	6
4-5. - Modifications de détail au dossier de consultation.	6
4-6. - Délai de validité des offres.....	7
4-7. - Propriété intellectuelle des projets.	7
4-8. - Modalités essentielles de financement et de paiement.....	7
4-9. - Modifications du marché	7
Article 5. – Retrait du dossier de consultation des entreprises et présentation des candidatures	8
5-1. - Retrait du dossier de consultation des entreprises.	8
5-3. - Présentation des offres	9
Article 6. – Jugement des offres.....	12
6-1. - Dépouillement des candidatures	12
6-2. – Critères d'attribution des offres	13
6-3. - Négociation.....	14
6-4. – Fin de la procédure.....	14
Article 7. – Conditions d'envoi ou de remise des candidatures et des offres.....	15
7-1. - Envoi ou remise des candidatures et des offres sur support papier.....	15
7-2. - Envoi des candidatures et des offres par voie électronique.....	15
7.3. - Divers	18
Article 8. – Autres renseignements.....	19
8-1. – Visite du site	19
8-2. - Renseignements complémentaires	19
8-3. - Confidentialité.....	19
8-4. - Déclaration sans suite.....	19
8-5. - Recours.	19

Article premier. – Nom et adresse de l'acheteur

L'acheteur, également désigné dans le présent règlement de la consultation sous le terme de « pouvoir adjudicateur » ou de « la SEMEC », est la :

Société d'Économie Mixte pour les Événements Cannois (SEMEC)

La Croisette

CS 30051

06414 CANNES CEDEX

Tél. : (+33) 4 93 39 01 01

Fax : (+33) 4 93 99 37 34

Adresse Internet : <https://www.palaisdesfestivals.com>

Adresse Internet du profil d'acheteur : <https://www.marches-securises.fr>

Adresse e-mail : commandepublique@palaisdesfestivals.com

Code APE : 82.30Z – Organisation de foires, salons professionnels et congrès.

La SEMEC est une société d'économie mixte (SEM) dont l'objet est d'exploiter et de gérer le Palais des Festivals et des Congrès de Cannes.

Article 2. – Objet de la consultation

La présente consultation concerne **une prestation de traiteur pour le compte du Palais des Festivals et des Congrès de Cannes.**

La SEMEC se réserve la possibilité, conformément à l'article R. 2121-6 du Code de la commande publique, de traiter par consultations et marchés distincts du présent contrat, les besoins non réguliers susceptibles de constituer des marchés distincts.

C'est notamment le cas du dîner des collaborateurs, organisé chaque année, pour lequel les besoins peuvent varier. Ces variations peuvent concerner le nombre de participants, le format de l'événement, le lieu de réception, ainsi que les prestations associées. De ce fait, il apparaît nécessaire de conserver une certaine souplesse afin d'adapter au mieux la prestation aux attentes et contraintes.

Par ailleurs, les prestations relatives aux paniers destinés aux loges des artistes sont exclues du périmètre du présent marché. En effet, ces prestations présentent un caractère ponctuel et spécifique, fortement dépendant de la nature des événements accueillis, des profils des invités et du niveau de prestation attendu qui peuvent varier de manière significative, allant de produits standards à des prestations haut de gamme, en fonction des besoins et du standing souhaité.

Ces besoins feront l'objet de consultations ponctuelles, sans mise en concurrence ni publicité préalable.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.).

Références à la nomenclature européenne (CPV) :

Objet principal :

Code principal	Description
55520000-1	Services traiteur

Article 3. – Nature et durée du marché

3-1. – Nature du marché

La consultation donnera lieu, en application des articles R. 2162-1, R. 2162-2 – alinéa 2, R. 2162-4-2°, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique, à un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande.

L'accord-cadre est conclu **sans montant minimum et avec le maximum ci-après indiqué.**

Les prestations de l'accord-cadre seront susceptibles de varier de la manière suivante :

LOTS	Montant annuel minimum H.T.	Montant annuel maximum H.T.
1	Sans montant minimum	6 000 €
2	Sans montant minimum	150 000 €

Le montant maximum ci-dessus vaut pour la période initiale et pour chacune des périodes de reconduction.

Conformément à l'article R. 2123-1-2° du Code de la commande publique qui dispose que :

« L'acheteur peut recourir à une procédure adaptée pour passer un lot d'un marché alloti dont le montant total est égal ou supérieur aux seuils de procédure formalisée et qui remplit les deux conditions suivantes :

- a) La valeur estimée de chaque lot concerné est inférieure à 80 000 euros hors taxes pour des fournitures ou des services ;*
- b) Le montant cumulé de ces lots n'excède pas 20 % de la valeur totale estimée de tous les lots ;*

et conformément à l'article R. 2122-8 du Code de la commande publique qui dispose que :

« l'acheteur peut passer un marché sans publicité ni mise en concurrence préalables [...] pour les lots dont le montant est inférieur à 40 000 euros hors taxes et qui remplissent la condition prévue au b du 2° de l'article R. 2123-1 », lequel précise que le montant cumulé de ces lots ne doit pas excéder 20 % de la valeur totale estimée de tous les lots,

il a été décidé de passer le lot n° 1 de gré à gré.

Aussi seul le lot n° 2 fait-il l'objet de la présente consultation.

3-2. – Durée du marché.

Le marché est conclu pour une période initiale **d'un (1) an ferme** à compter de sa date de notification.

Il est reconductible **trois (3) fois**, de manière tacite, par périodes successives d'un an, sans que sa durée maximale puisse dépasser **quatre (4) ans**.

À défaut de décision expresse de la SEMEC **quatre (4) mois au plus tard avant sa date anniversaire**, le marché sera considéré comme tacitement reconduit.

Toutefois, le titulaire peut refuser la reconduction ; dans ce cas il devra, par décision motivée, notifier son refus à la SEMEC par lettre recommandée avec accusé de réception **six (6) mois au plus tard avant la date anniversaire** du marché. À défaut de refus exprès avant ce délai, le titulaire sera alors tenu d'accepter la reconduction.

La reconduction pourra également intervenir de manière anticipée lorsque le montant maximal annuel aura été atteint.

Dans ce cas, elle interviendra au plus tôt à compter de la date de notification du bon de commande qui provoque le dépassement du montant maximum périodique.

Si le marché est reconduit en raison du dépassement du montant maximum, l'acheteur informe le titulaire de la date de reconduction.

En cas de décision de la SEMEC de ne pas reconduire l'accord-cadre, aucune justification ni indemnité de quelque nature que ce soit ne sera due au titulaire.

Les délais d'exécution des prestations seront définis dans chaque bon de commande.

L'émission des bons de commande ne peut intervenir que pendant la durée de validité du marché, toutefois les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché.

Article 4. – Conditions de la consultation

4-1. - Étendue et mode de la consultation.

Le présent marché est passé sur appel d'offres ouvert. Il est soumis aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-1, R. 2124-2-1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

4-2. - Décomposition en tranches et en lots.

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches au sens de l'article R. 2113-4 du Code de la commande publique.

Il est prévu un découpage en lots de la manière suivante :

- Lot 1 : Petits-déjeuners et pauses-café ;
- Lot 2 : Cocktails déjeunatoires et dîners.

4-3. - Présentation en groupement.

Les candidats peuvent se présenter seuls ou en groupement. S'ils optent pour le groupement, ils peuvent se présenter sous forme de groupement solidaire ou de groupement conjoint, sous réserve du respect des règles relatives à la concurrence.

Dans ce cas, les candidatures et les offres sont présentées soit par l'ensemble des membres du groupement, soit par un mandataire qui justifie des habilitations nécessaires pour représenter les autres membres du groupement.

Un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché public.

La composition du groupement ne peut être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché public.

Toutefois, en cas d'opération de restructuration de société, notamment de rachat, de fusion ou d'acquisition ou, si le groupement apporte la preuve qu'un de ses membres se trouve dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, il peut demander à l'acheteur l'autorisation de continuer à participer à la procédure de passation en proposant, le cas échéant, à l'acceptation de l'acheteur un ou plusieurs nouveaux membres du groupement, sous-traitants ou entreprises liées. L'acheteur se prononce sur cette demande après examen de la capacité de l'ensemble des membres du groupement ainsi transformé et, le cas échéant, des sous-traitants ou entreprises liées présentés à son acceptation, au regard des conditions de participation qu'il a définies.

Les candidats sont, par ailleurs, informés qu'il leur est interdit de présenter pour le marché public plusieurs offres en agissant à la fois :

1. en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
2. en qualité de membres de plusieurs groupements.

L'attention des candidats est attirée sur le fait qu'aucune forme juridique de groupement n'est imposée par le pouvoir adjudicateur après attribution.

Cependant, en cas d'opérateurs économiques groupés conjoints, le mandataire du groupement devra être solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur, pour l'exécution du marché.

L'opérateur économique, membre du groupement, désigné dans la candidature et dans l'offre comme mandataire représentera l'ensemble des membres vis-à-vis de l'acheteur et coordonnera les prestations des membres du groupement.

4-4. - Variantes.

4-4.1. - Variantes libres.

Les variantes libres sont des modifications, à l'initiative des candidats, de spécifications prévues dans la solution de base décrite dans les documents de la consultation.

Dans le cadre de la présente consultation, ces variantes ne sont pas autorisées.

Les candidats doivent présenter une proposition entièrement conforme au dossier de consultation.

4-4.2. - Variantes imposées.


Les variantes imposées sont des prestations supplémentaires éventuelles ou solutions alternatives que l'acheteur demande aux candidats de chiffrer et qu'il se réserve le droit de retenir ou non.

Dans le cadre de la présente consultation, il n'y a pas de variantes imposées.

4-5. - Modifications de détail au dossier de consultation.

L'acheteur se réserve le droit d'apporter **sept (7) jours** au plus tard avant la date limite fixée pour la remise des candidatures/offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des candidatures/offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

 Les candidats sont informés que la SEMEC utilisera son profil d'acheteur (plate-forme www.marches-securises.fr) pour communiquer par écrit avec les candidats : envoi des réponses aux questions, informations sur les éventuelles modifications du dossier de consultation, éventuelles demandes de compléments de candidatures, etc.

Des courriels en provenance de l'adresse de messagerie du profil d'acheteur (courriels émis pour le compte du Palais des Festivals et des Congrès de Cannes (06) depuis la plate-forme www.marches-securises.fr) seront adressés aux candidats les informant de la réception de messages contenant notamment un lien de téléchargement, permettant à chaque candidat d'accuser réception et d'accéder au contenu de ces messages.

Les candidats sont donc invités à :

- S'assurer que la configuration de leur boîte de messagerie courriel permet de recevoir ce type de message ;
- Vérifier, le cas échéant, que ces courriels ne figurent pas dans le dossier « indésirables » ou « spams » ;
- Accuser réception de chacun de ces envois en cliquant sur le lien de téléchargement contenu dans le courriel.

L'article 5.1.1 ci-après précise les règles relatives aux échanges dématérialisés.

4-6. - Délai de validité des offres.

Le délai de validité des offres est de **quatre (4) mois** ; il court à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

4-7. - Propriété intellectuelle des projets.

Sans objet.

4-8. - Modalités essentielles de financement et de paiement.

Les crédits nécessaires au financement de l'opération sont inscrits au budget annuel, dans les comptes de la SEMEC. Le financement est assuré à partir de fonds propres.

Le marché est traité à prix unitaires.

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées par application, aux quantités réellement exécutées :

- Des prix unitaires dont le libellé est donné dans le bordereau des prix unitaires (BPU) ;
- A titre accessoire, pour les fournitures ne figurant pas dans le bordereau des prix unitaires, des prix unitaires issus du catalogue public du fournisseur en vigueur, auxquels sera appliqué le taux de remise contractuelle proposé par le titulaire.

Les prix sont fermes et non actualisables, pendant la première période d'un an.

Ils sont ensuite révisables chaque année, à la date anniversaire du marché, suivant les modalités fixées au C.C.A.P.

Le règlement des comptes du marché se fera conformément aux dispositions du C.C.A.P.

Pour la partie catalogue, les prix seront ajustables sur la base des nouveaux tarifs du fournisseur, à la date annuelle de changement de ces tarifs, sur lesquels sera appliqué le taux de remise consenti au marché.

Conformément à l'article R. 2192-11-2° du Code de la commande publique, les sommes dues en principal en exécution du marché sont payées dans un délai global ne pouvant excéder **soixante (60) jours**, par virement bancaire.

Le dépassement du délai de paiement susvisé ouvre de plein droit et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement, à compter du jour suivant l'expiration du délai.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de dix points de pourcentage.

Les intérêts moratoires sont augmentés d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de quarante (40) euros.

4-9. - Modifications du marché

Des modifications des marchés en cours d'exécution (articles R. 2194-1 à R. 2194-9 du code de la commande publique), pourront être actées.


5-1. - Retrait du dossier de consultation des entreprises.

Conformément à l'article R. 2132-2 du Code de la commande publique, qui dispose que « *pour les marchés qui répondent à un besoin dont la valeur estimée est égale ou supérieure à 60 000 euros hors taxes et dont la procédure donne lieu à la publication d'un avis d'appel à la concurrence, la mise à disposition des documents de la consultation s'effectue sur un profil d'acheteur à compter de la publication de l'avis d'appel à la concurrence* », et à l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde, le retrait du dossier de consultation se fait **exclusivement par voie électronique**.

5-1-1. - Conditions de retrait par voie électronique

Le dossier de consultation est téléchargeable à l'adresse suivante : **<https://www.marches-securises.fr> (maître d'ouvrage : Palais des Festivals et des Congrès_06)**.

Pour cela, les candidats créent – gratuitement – leur espace privé sur le site. Ils peuvent indiquer le nom de la personne physique chargée du téléchargement des documents ainsi qu'une adresse électronique afin que puissent leur être communiquées les modifications et les précisions apportées aux documents de la consultation.

 L'attention des candidats est attirée sur le fait que l'adresse électronique qu'ils indiquent sur le profil d'acheteur, doit être une adresse valide. Cette adresse doit pouvoir être consultée fréquemment afin d'être tenu au courant de toutes les éventuelles modifications ou précisions qui peuvent être apportées par l'acheteur aux documents de la consultation. Une boîte « fonctionnelle » non nominative peut être intéressante pour pallier l'éventuelle absence, provisoire ou définitive, du titulaire de l'adresse et éviter une perte d'information pour l'entreprise.

Les informations données par les candidats sont déclaratives. L'exactitude desdites informations est de leur responsabilité.

Il est à noter que conformément à l'arrêté du 22 mars 2019, les candidats disposent d'un accès direct au téléchargement du dossier complet sans s'identifier. **Ce téléchargement anonyme ne leur permettra pas cependant d'être tenu informés des éventuels compléments, corrections ou modifications apportés au dossier.** Dans ce cadre, **il leur appartient de se tenir à jour régulièrement des évolutions** qui pourraient être apportées au dossier.

EN CAS DE LITIGE PORTANT SUR LE CONTENU DES DOCUMENTS, SEULS LES DOCUMENTS MIS EN LIGNE PAR LA S.E.M.E.C. FERONT FOI.

5-1-2. - Contenu du dossier de consultation.

Le dossier de consultation est composé des pièces suivantes :

- Présent Règlement de la Consultation ;
- Acte d'Engagement (A.E.) et annexes ;
- Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) ;
- Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) et ses annexes ;
- Bordereau des prix unitaires (BPU) du lot 2 ;
- Devis quantitatif estimatif (onglet DQE dans le classeur Excel du BPU) du lot 2 ;
- Lettre de candidature – désignation du mandataire par ses cotraitants (formulaire DC1, version du 01/04/2019) ;
- Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (formulaire DC2, version du 21/11/2023).

5-3. - Présentation des offres

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française. Tous les documents constituant ou accompagnant l'offre doivent être en français ou traduits en français, s'ils émanent d'une autorité étrangère.

Les prix seront libellés en euros.

Les candidats auront à produire un dossier comprenant les pièces suivantes :

ÉLÉMENTS RELATIFS À LA CANDIDATURE

Pièces à produire **obligatoirement** à l'appui de la candidature en application des articles R. 2143-3 à R. 2143-5, R. 2143-11 et R. 2143-12 du Code de la commande publique et de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics, par les entreprises candidates ayant vocation à être titulaires du marché :

(En cas de groupements, ces pièces devront être établies par chacun des membres du groupement).

	PIÈCES À REMETTRE	SIGNATURE
Situation juridique – références requises		
A.1	Lettre de candidature indiquant si le candidat se présente seul ou en groupement ;	NON
A.2	Déclaration sur l'honneur justifiant que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-11 du Code de la commande publique, notamment qu'il satisfait aux obligations concernant l'emploi des travailleurs handicapés définies aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail.	NON
<i>N.B. : les candidats sont invités à utiliser le formulaire DC1 - version du 1^{er} avril 2019 - joint au présent dossier de consultation des entreprises, qui contient en outre la déclaration sur l'honneur demandée au point A.2 ci-dessus.</i>		
Capacité économique et financière		
A.3	Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles ; Niveau(x) spécifique(s) minimal(aux) exigé(s) pour le lot 2: Lot n° 2 : un chiffre d'affaires annuel minimal de 225 000 euros HT, dans le domaine concerné par le lot n° 2 du marché objet de la présente consultation, est exigé des candidats.	NON
A.4	Preuve d'une assurance des risques professionnels pertinents.	NON
<i>N.B. : si, pour une raison justifiée, le candidat n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés par l'acheteur, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen, notamment une déclaration appropriée de banque.</i>		
Références professionnelles et capacités techniques		
A.5	Liste des principaux services similaires fournis au cours des trois dernières années, <u>indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé.</u>	NON
A.6	Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat pendant les trois dernières années.	NON
A.7	Description de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique dont le candidat disposera pour la réalisation du marché public.	
<i>N.B. : pour les points A.4 à A.6 ci-dessus, les candidats sont invités à utiliser le formulaire DC2 - version du 23 novembre 2023 - joint au présent dossier de consultation des entreprises, en y annexant les renseignements ou documents demandés.</i>		
A.8 Agrément Traiteur		

→ Pour justifier de sa capacité économique et financière et de ses capacités techniques et professionnelles, le candidat peut avoir recours aux capacités d'autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature juridique des liens qui l'unissent à ces opérateurs.

Dans ce cas, il justifie des capacités du ou des opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché. Pour ce faire, le candidat produit :

- a) Les mêmes documents concernant ces opérateurs économiques que ceux qui sont exigés de lui (voir points A2 à A6 ci-dessus) ;
- b) Un engagement écrit du ou des opérateurs en question par lequel ce(s) dernier(s) atteste(nt) mettre à la disposition du candidat ses(leurs) capacités professionnelles, techniques et financières pour l'exécution du marché.

Ces pièces sont à produire à l'appui de la candidature.

Conformément à l'article R. 2143-4 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur accepte que le candidat présente sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (**DUME**), établi conformément au modèle fixé par le règlement d'exécution 2016/7 de la Commission européenne du 5 janvier 2016, établissant le formulaire type pour le document unique de marché européen susvisé (<https://dume.chorus-pro.gouv.fr/>), en lieu et place des déclarations, documents et renseignements requis ci-dessus justifiant de leurs capacités.

Il est précisé que, dans ce cas, les candidats ne sont pas autorisés à se limiter à indiquer dans le DUME qu'ils disposent de l'aptitude et des capacités requises sans fournir d'informations particulières sur celles-ci.

Le DUME doit être rédigé en français.

Un candidat qui participe à la procédure de passation à titre individuel doit remplir un DUME.

Un candidat qui participe à la procédure de passation à titre individuel, mais qui recourt aux capacités d'une ou de plusieurs autres entités, doit veiller à ce que le acheteur reçoive à la fois son DUME et un DUME distinct contenant les informations pertinentes **pour chacune des entités auxquelles il fait appel** (*soit les informations demandées dans les sections A et B de la partie II et à la partie III du DUME ainsi que, dans la mesure où cela est pertinent pour la ou les capacités spécifiques auxquelles le candidat a recours, les informations demandées dans les parties IV et V*), dûment rempli et signé par les entités concernés.

Enfin, en cas de candidature sous forme de groupement d'opérateurs économiques, un DUME distinct indiquant les informations requises au titre des parties II à V du DUME doit être remis pour chacun des opérateurs économiques participants.

Le DUME peut être rempli en ligne, imprimé, puis envoyé avec l'offre. Si la procédure est gérée par voie électronique, le DUME peut être exporté, stocké et envoyé par voie électronique.

Les candidats peuvent réutiliser un DUME qui a déjà été utilisé dans une procédure antérieure, à condition de confirmer que les informations qui y figurent sont toujours valables.

Conformément aux dispositions de l'article R. 2143-13 du Code de la commande publique, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que le pouvoir adjudicateur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans leur dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

ÉLÉMENTS RELATIFS À L'OFFRE

Le candidat remettra un projet de marché comprenant :

	PIÈCES À REMETTRE	SIGNATURE
B.1	<p>Acte d'engagement : l'offre du candidat est établie sur l'acte d'engagement joint au dossier de consultation des entreprises.</p> <p>Il est recommandé aux candidats de transmettre cette pièce dûment complétée, datée et signée par les représentants qualifiés et dûment habilités à cet effet de toutes les entreprises candidates ayant vocation à être titulaires du marché.</p> <p><i>Si l'acte d'engagement n'a pas été remis signé au stade de la remise des plis, la SEMEC transmettra au candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché un acte d'engagement à signer, reprenant notamment les éléments de son offre et les éventuelles mises au point effectuées.</i></p> <p><i>Il est précisé que par la seule remise d'un pli, l'entreprise confirme son intention de candidater et de soumissionner à la consultation et s'engage, si elle est désignée attributaire, à signer le marché (acte(s) d'engagement) ainsi que tous les documents annexes prévus par la réglementation et/ou rappelés dans les documents de la consultation. En cas de refus de signature, l'attributaire s'expose à voir sa responsabilité engagée par le pouvoir adjudicateur.</i></p> <p><i>Cet acte d'engagement sera accompagné éventuellement par les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement, pour tous les sous-traitants désignés au marché (annexe(s) 2, 3, etc. du cadre d'acte d'engagement en cas de sous-traitance) ;</i></p> <p><i>Dans le cas où la demande de sous-traitance intervient au moment de l'offre, les candidats devront, outre l'annexe à l'acte d'engagement susmentionnée, remettre une déclaration desdits sous-traitants indiquant que ces derniers ne tombent pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.</i></p> <p><i>Ils devront également indiquer les capacités des sous-traitants.</i></p> <p><i>Que les sous-traitants soient désignés ou non au marché, le candidat devra indiquer dans l'acte d'engagement le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter et, par différence avec son offre, le montant maximal de la créance qu'il pourra présenter en nantissement ou céder.</i></p>	NON
B.2	Le bordereau des prix unitaires (B.P.U.)	NON
B.3	Le devis quantitatif estimatif (D.Q.E.)	NON
	Le catalogue public du candidat présentant les différents produits proposés, et/ ou lien Internet correspondant	
B.6	<p>Un mémoire technique justificatif des dispositions que le candidat se propose d'adopter pour l'exécution des prestations.</p> <p>Ce mémoire est destiné à préciser les méthodes et l'organisation que le candidat mettra en œuvre pour la réalisation des prestations.</p> <p>L'examen de l'offre se fera sur la base de ce mémoire (voir article 6.2 ci-après).</p> <p>Il aura valeur contractuelle lors de la signature du marché.</p>	NON

Article 6. – Jugement des offres

6-1. - Dépouillement des candidatures

6-1-1. - Recevabilité des candidatures.

Si la SEMEC constate que des pièces ou informations dont la présentation était réclamée au titre de la candidature sont absentes ou incomplètes, elle peut, étant entendu qu'il ne s'agit que d'une faculté, demander à tous les candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai approprié et identique pour tous.

Seront éliminés les candidats :

- Dont la candidature n'a pas été reçue dans les délais prescrits ;
- Qui se trouvent dans un cas d'interdiction de soumissionner mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-11 du Code de la commande publique ;
- Qui, le cas échéant après mise en œuvre des dispositions ci-avant, ne satisfont pas aux conditions de participation fixées par le pouvoir adjudicateur ou ne peuvent produire dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis par ce dernier.

Concernant le cas particulier des groupements, il sera contrôlé la recevabilité de chacune des entreprises qui constituent le groupement. L'irrecevabilité de l'une des entreprises membres du groupement entraîne, de fait, celle du groupement entier.

6-1-2. - Examen des candidatures.

Les candidatures, qui n'ont pas été écartées en application des dispositions ci-avant, seront examinées au regard des renseignements et documents demandés dans l'avis d'appel public à la concurrence et à l'article 5.3 du présent règlement de la consultation, aux fins de vérification des capacités professionnelles, techniques et financières des opérateurs économiques.

Les candidats qui ne disposent pas des capacités suffisantes pour exécuter le marché sont éliminés. Si des niveaux minimaux de capacité - mentionnés préalablement dans l'avis d'appel public à la concurrence - ont été fixés par le pouvoir adjudicateur, les candidats qui fournissent des informations démontrant qu'ils n'atteignent pas ces niveaux minimaux, sont éliminés.

L'absence de références relatives à l'exécution de marchés publics de même nature ne peut justifier, à elle seule, l'élimination d'un candidat.

Un chiffre d'affaires annuel minimal de 225 000, 00 euros HT est exigé des candidats au lot n° 2 (voir point A.3 des pièces relatives à la candidature à remettre, ci-avant).

Ce chiffre d'affaires est apprécié notamment dans le domaine d'activité en lien direct avec l'objet du marché, apprécié au regard du lot considéré, conformément à l'article R. 2142-6 du Code de la commande publique, à savoir les prestations de sécurité privée.

En cas de groupement, le chiffre d'affaires est apprécié au niveau de l'ensemble du groupement, correspondant à la somme des chiffres d'affaires du mandataire et de ses cotraitants.

Le chiffre d'affaires annuel considéré résulte de la moyenne des chiffres d'affaires annuels réalisés dans le domaine d'activité au cours des trois derniers exercices comptables clos et disponibles. Lorsque le candidat ne dispose pas de trois exercices clos, notamment en cas de création récente, le chiffre d'affaires est apprécié sur

la base des exercices clos disponibles, ou, à défaut, de tout autre élément pertinent permettant d'apprécier sa capacité économique et financière, notamment une déclaration appropriée de banque.

En cas de groupement, l'appréciation des capacités des membres du groupement est globale. Il n'est, en effet, pas exigé que chaque membre du groupement ait la totalité des capacités requises pour l'exécution du marché.

Il est à noter que, conformément à l'article R. 2144-3 du Code de la commande publique, la vérification de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles des candidats peut être effectué à tout moment de la procédure et au plus tard avant l'attribution du marché public.

6-2. – Critères d'attribution des offres

Le jugement sera effectué dans les conditions prévues aux articles R. 2152-6 et R. 2152-7 du Code de la commande publique.

Parmi les critères de choix des offres prévus à l'article R. 2152-7 du Code de la commande publique, un poids particulier sera attribué aux critères suivants, selon leur pondération :

1. Valeur technique de l'offre (50 %) ;
2. Moyens mis en œuvre RSE et QSE (10 %) ;
3. Prix des prestations (40 %).

Ces critères sont décomposés comme suit :

Critères (techniques et financiers)	Pondération	Éléments d'appréciation
1. Critère Technique : Qualité Globale de la prestation proposée	50 %	
1.1. Qualité des produits proposés et Créativité de l'offre	50 %	<ul style="list-style-type: none">- Diversité et originalité des propositions ;- Présentation visuelle des mets ;- Saisonnalité et fraîcheur des produits (<i>Transmission des fiches produits</i>) ;- Démontrer la prise en compte des régimes alimentaires spécifiques.
1.2. Organisation logistique et moyens mobilisés	30 %	<ul style="list-style-type: none">- Moyens humains et qualifications et expérience du personnel dédié ;- Moyens matériels et équipements dédiés ;- Organisation des prestations et gestion des événements (<i>processus et capacité logistique, modalités de mise en place, de retrait du matériel et de nettoyage disponibilité week-end et jours fériés</i>).- Capacité à gérer des prestations de tailles variées ; gérer les impondérables ; réactivité en cas de demande urgente.
1.3. Qualité du service et mise en scène des prestations	20 %	<ul style="list-style-type: none">- Présentation des buffets et dressage (<i>photos de réalisations,</i>) ;- Qualité du matériel et de la vaisselle (<i>catalogue ou fiches techniques, exemples de dressage</i>) ;- Présentation et professionnalisme du personnel (<i>Tenue vestimentaire adaptée ; capacité à gérer le flux ; organisation type des équipes</i>) ;- Expérience client et image de marque ;

2. Moyens mis en œuvre RSE et QSE	10 %	
<ul style="list-style-type: none"> 2.1. Approvisionnement responsable 	50 %	<ul style="list-style-type: none"> - Produits locaux ; - Produits de saison ; - Produits biologiques ou labellisés.
<ul style="list-style-type: none"> 2.2. Gestion environnementale des prestations 	40%	<ul style="list-style-type: none"> - Gestion des déchets et recyclages ; - Limitation des emballages et matériaux écoresponsables ; - Lutte contre le gaspillage alimentaire ; - Le Traiteur devra décrire, et les formations suivies par le personnel en matière d'hygiène alimentaire.
<ul style="list-style-type: none"> 2.3. Engagement sociaux & certifications 	10%	<ul style="list-style-type: none"> - Conditions de travail ; - Formation du personnel en matière d'hygiène et de restauration (attestation de formation, plan de formation etc...) ; - Labels & certifications environnementales ou sociales.
4. Prix des prestations	40 %	Apprécié au regard du montant total indiqué dans le devis quantitatif estimatif (DQE) ;
TOTAL	100 %	

Les critères et sous-critères sont notés sur 10, puis pondérés.

En cas de discordance constatée dans une offre, **les indications portées en chiffres dans le bordereau des prix unitaires prévalent sur toutes autres indications de l'offre et le montant du devis quantitatif estimatif est rectifié en conséquence**. Les erreurs de multiplication, d'addition ou de report qui seront constatées dans ce détail estimatif seront également rectifiées et, pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié du détail qui sera pris en considération.

Conformément aux articles R.2152-3 à R. 2152-5 du Code de la commande publique, toute offre paraissant anormalement basse, y compris pour la part du marché qu'il est envisagé de sous-traiter, fera l'objet d'une demande écrite de précisions assortie d'un délai impératif de réponse. Après vérification des justificatifs fournis par le candidat concerné, l'offre sera soit maintenue dans l'analyse des offres, soit rejetée par décision motivée.

6-3. - Négociation.

Aucune négociation n'est autorisée dans le cadre de cette procédure.

6-4. – Fin de la procédure

Conformément aux articles R. 2144-5, R. 2143-6 à R. 2143-10 et R. 2144-4 du Code de la commande publique, le candidat devra justifier ne pas être dans un cas d'interdiction de soumissionner en produisant, si ce n'est déjà fait, les pièces suivantes :

- **Les attestations et certificats fiscaux et sociaux délivrés par les administrations et organismes compétents** prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales (*voir l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes et contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique*) ;
- **Les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail** (*ces pièces sont à produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché*) ;
- **Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée**, le candidat, pour prouver qu'il ne se trouve pas dans un des cas d'exclusion visés à l'article L. 2141-3 du Code de la commande publique, devra, conformément à l'article R. 2143-9, produire son **numéro SIREN (numéro unique d'identification)**, attribué par l'INSEE, afin de permettre à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes de l'entreprise via le site internet: <https://annuaire-entreprises.data.gouv.fr>. Ce site permet, en effet, de retrouver les informations d'immatriculation d'une entreprise et, donc, les données contenues dans un extrait KBIS/D1.
- Si le candidat est en redressement judiciaire, la **copie du ou des jugements prononcés**.

- Les candidats sont invités à déposer directement les pièces et attestations mentionnées ci-dessus en ligne sur la plate-forme <http://www.e-attestations.com>, dédiée à la vérification de la conformité des tiers que la SEMEC met gratuitement à leur disposition. Les délais de procédure en seront réduits d'autant.

Par ailleurs, en cas de groupement, le document d'habilitation du mandataire par ses cotraitants, justifiant de sa capacité à intervenir en leur nom et pour leur compte et des conditions de son habilitation, devra être produit.

Le délai qui sera laissé au candidat retenu pour la production de ces pièces, est de quatre (4) jours ouvrables suivant la date d'information de la décision attributive de l'acheteur.

Conformément à l'article R. 2144-7 du Code de la commande publique, si le candidat ne produit pas ces documents dans le délai imparti par le pouvoir adjudicateur, sa candidature sera rejetée et son élimination prononcée par le pouvoir adjudicateur.

Le candidat dont la candidature ou l'offre a été classée immédiatement après la sienne est sollicité pour produire les documents nécessaires. Si nécessaire, cette procédure peut être reproduite tant qu'il subsiste des candidatures recevables ou des offres qui n'ont pas été écartées au motif qu'elles sont inappropriées, irrégulières ou inacceptables.

Les candidats établis à l'étranger, doivent produire un certificat établi par les administrations et organismes de leur pays d'origine ou d'établissement, selon les mêmes modalités que celles qui sont prévues ci-avant.

Lorsque les autorités compétentes du pays d'origine ou d'établissement du candidat ne délivrent pas les documents justificatifs équivalents à ceux ci-dessus mentionnés, ou lorsque ceux-ci ne mentionnent pas tous les cas d'interdiction de soumissionner, ils peuvent être remplacés par une déclaration sous serment, ou, dans les pays où une telle procédure n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme professionnel qualifié de son pays d'origine ou d'établissement.

Article 7. – Conditions d'envoi ou de remise des candidatures et des offres

Les candidats peuvent transmettre les candidatures et les offres dans les conditions explicitées aux articles suivants.

Les dossiers dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites visées sur la page de garde du présent règlement de la consultation ne seront pas retenus.

7-1. - Envoi ou remise des candidatures et des offres sur support papier

Conformément à l'article R. 2132-7 du Code de la commande publique qui dispose que « les communications et les échanges d'informations lors de la passation d'un marché ont lieu par voie électronique », l'envoi ou la remise des offres sur support papier n'est PAS AUTORISÉE.

7-2. - Envoi des candidatures et des offres par voie électronique.

Conformément aux dispositions de l'article R. 2132-7 du Code de la commande publique et de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde, les candidats doivent transmettre les candidatures et les offres PAR VOIE ELECTRONIQUE à l'adresse Internet <https://www.marches-securises.fr>, dans les conditions suivantes :

Formats Les formats de documents acceptés sont les suivants : le format PDF (mode non révisable), le format texte universel (mode révisable), les formats bureautiques ouvert ODF (mode révisable, format ouvert, normalisé ISO) ou propriétaire Microsoft (mode révisable - Word, Excel, PowerPoint, etc.) – sachant

que le pouvoir adjudicateur dispose de la version Microsoft 2010 - , le format propriétaire DWG (mode révisable) ou le format « Open DWG » (mode révisable) pour les plans ou dessins techniques , les formats JPEG, PNG ou TIFF/EP pour les photographies ou images. Tout autre format de fichier peut, dès lors qu'il s'agit d'un format réputé « courant et largement disponible », être utilisé.

Il est précisé aux candidats que les pièces et documents électroniques ne respectant pas les indications ci-dessus relatives aux formats ne seront pas traités. Ainsi, ils ne pourront pas valablement être considérés comme ayant été transmis avec la candidature et/ou avec l'offre du candidat concerné.

Virus Il est ici rappelé, qu'il appartient au soumissionnaire de disposer d'un système de contrôle des virus informatiques et de s'assurer que les fichiers remis sont exempts de virus. En cas de dépôt d'un document dans lequel un virus informatique a été détecté par la SEMEC, ce document sera détruit et sera réputé n'avoir jamais été reçu.

Signature Les documents devant être signés doivent être signés à l'aide d'un **certificat de signature électronique**, dans des conditions conformes à l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique dans les marchés publics.

La signature électronique n'est pas exigée au stade de la remise des offres, mais les candidats sont toutefois vivement encouragés à signer, dans la mesure du possible, leur offre électroniquement (voir ci-dessous les catégories de certificats admises).

Par la seule remise d'un pli, les opérateurs économiques confirment leur intention de candidater et de soumissionner à la consultation et s'engagent, s'ils sont désignés comme attributaire, à signer le marché ainsi que tous les documents afférents. En cas de refus de signature, ils s'exposent à voir leur responsabilité engagée par l'acheteur.

Catégories de certificats admises

Les Opérateurs Économiques peuvent indifféremment utiliser un certificat appartenant :

1. A l'une des catégories de certificats constitutifs d'un produit de sécurité, référencé RGS, mentionné à l'article 12 de l'ordonnance n° 2005-1516 du 8 décembre 2005 relative aux échanges électroniques entre les usagers et les autorités administratives, et figurant sur la liste prévue à l'article 8 de l'arrêté du 18 janvier 2012 relatif au référencement de produits de sécurité ou d'offres de prestataires de services de confiance ; ou
2. A l'une des catégories de certificats délivrées par une autorité de certification figurant sur la liste de confiance d'un État-membre, telle qu'établie, transmise et mise à la disposition du public par voie électronique par la Commission européenne, conformément à l'article 2 de la décision 2009/767/CE du 16 octobre 2009 établissant des mesures destinées à faciliter l'exécution de procédures par voie électronique par l'intermédiaire des guichets uniques ; ou
3. A l'une des catégories de certificats délivrées par une autorité de certification, française ou étrangère, qui répondent à des normes équivalentes à celles du référentiel général de sécurité, défini par le décret du 2 février 2010 pris pour l'application de l'ordonnance susvisée. Dans ce cas, le signataire doit obligatoirement transmettre, avec le document signé, l'adresse du site internet du référencement du prestataire par le pays d'établissement ou, à défaut, les données publiques relatives au certificat du signataire, qui comportent, au moins, la liste de révocation et le certificat du prestataire de services de certification électronique émetteur.

Que le certificat utilisé soit un certificat issu d'une catégorie de certificats constitutifs d'un produit de sécurité, référencé RGS (cas 1 et 2 ci-dessus) ou équivalent (cas 3 ci-dessus), alors **le niveau minimum de sécurité exigé par le Pouvoir adjudicateur est le niveau RGS**.**

Formats autorisés pour l'apposition de signature électronique

Les seuls formats autorisés pour l'apposition des signatures électroniques sur les documents devant être signés sont :

- le format PAdES (utilisable uniquement pour les fichiers au format PDF),
- le format CAdES (que la signature soit attachée ou séparée),
- le format XAdES (que la signature soit attachée ou séparée).

Logiciels d'apposition de la signature électronique


Pour apposer sa signature, le signataire utilise l'outil de signature de son choix.

Vérification de la signature électronique

Si le signataire utilise un outil de signature autre que ceux disponibles sur le Profil d'Acheteur alors le signataire précise dans un document de présentation de sa réponse (c.-à-d. : un sommaire par exemple) le format de signature utilisé, le nom de l'outil de signature utilisé et indique la procédure permettant la vérification de la validité de la signature conformément aux attendus de l'article 5 de l'arrêté du 15 juin 2012.


Structure de l'enveloppe électronique et fichiers à insérer


Il est conseillé de numéroter les fichiers par ordre logique de présentation et en utilisant systématiquement deux chiffres (01, 02, 03...).

 Les fichiers sont à insérer dans la structure d'enveloppe telle que prévue par l'Acheteur.

Copie de sauvegarde

Il est ici rappelé, que les soumissionnaires conservent la possibilité de transmettre, en parallèle à leur réponse envoyée par voie électronique, une copie de sauvegarde sous forme papier ou sur support physique électronique (CD-Rom, DVD-Rom...).

 Cette copie, pour être éventuellement valablement utilisée, doit parvenir dans les délais impartis pour la remise des candidatures et des offres.


 Cette copie, transmise sous pli par voie postale ou par dépôt chez le pouvoir adjudicateur, doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible « **COPIE DE SAUVEGARDE** ».

L'envoi d'une copie de sauvegarde n'est pas une obligation, c'est un droit du soumissionnaire qui peut décider ou non de l'exercer.

La copie de sauvegarde est ouverte :

1. Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique. La trace de cette malveillance est conservée.
2. Lorsqu'une candidature ou une offre a été transmise par voie électronique et n'est pas parvenue dans les délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la copie de sauvegarde soit parvenue dans les délais.


Divers


 La taille maximale des fichiers transmissibles en une fois est limitée à 1 GO (Voir guide destiné au soumissionnaire). Voir ci-dessous en vert.

Pour connaître la taille maximale des fichiers pouvant être transmis en une seule fois via la plate-forme marchés sécurisés, les candidats sont invités à se référer aux conditions d'utilisation de celle-ci, disponibles au moment de la réponse à la consultation.

Le dépôt des candidatures et des offres transmises par voie électronique donne lieu à un accusé de réception mentionnant la date et l'heure de réception.

La date et l'heure limites de remise des offres sont visées à l'article 5.1 ci-avant. Il est à noter que le fuseau horaire de référence est celui de (GMT + 01:00) Bruxelles, Copenhague, Madrid, Paris.

 L'horodatage du dépôt est réalisé au moment où le dernier octet constitutif de la réponse est réceptionné par le profil acheteur. Les plis sont hors délai si leur téléchargement se termine après la date et l'heure limite de remise des offres. Les candidats doivent donc prendre leurs dispositions en fonction de la taille de leur pli et de la vitesse de leur connexion.

 Un zip signé ne vaut pas signature de chaque document du zip, une signature manuscrite scannée n'a pas d'autre valeur que celle d'une copie et ne remplace pas la signature électronique qui confère valeur d'original au document signé.

Assistance Pour toute question relative au dépôt de réponses électroniques, le numéro à la disposition des soumissionnaires est : 04 92 90 93 27.

Autres Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

Rematérialisation des documents

Les documents transmis par voie électronique pourront être re-matérialisés après l'ouverture des plis. Les candidats sont informés que l'attribution du marché pourra donner lieu à la signature manuscrite du marché papier.

7.3. - Divers

A noter, en revanche, que la transmission des candidatures et des offres par télécopie **n'est pas admise**, de même que la transmission par mail (*seul le profil d'acheteur répond en effet aux conditions de confidentialité et de sécurité optimales imposées par la réglementation*).

Conformément à l'article R. 2151-6 du Code de la commande publique, si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule la dernière offre reçue par l'acheteur est ouverte, dans le délai fixé pour la remise des offres.

Une fois déposées, les candidatures et les offres ne peuvent plus être retirées ni modifiées et restent la propriété de l'Acheteur.

Article 8. – Autres renseignements

8-1. – Visite du site

Aucune visite n'est prévue dans le cadre de ce marché.

8-2. - Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront les demander par écrit, en passant par la plate-forme www.marches-securises.fr.

Ils devront les demander au plus tard **avant la date et l'heure limites imparties pour formuler des questions, indiquées en page de garde du présent règlement de la consultation.**

Pour les questions posées ultérieurement, la SEMEC ne sera pas tenue de répondre aux questions reçues et les candidats ne pourront s'en prévaloir pour faire repousser les délais de réception des plis.

8-3. - Confidentialité

Les entreprises consultées s'engagent à traiter les informations contenues dans le dossier de consultation de manière confidentielle, et à ne divulguer sous aucun prétexte à des tierces personnes, en dehors de leurs besoins propres, les informations strictement nécessaires à l'établissement de leur offre. Toute autre diffusion d'informations émanant du marché ne pourra être faite sans l'accord préalable du Pouvoir adjudicateur.

8-4. - Déclaration sans suite

À tout moment, la procédure peut être déclarée sans suite. Dans ce cas, l'acheteur communique aux opérateurs économiques ayant participé à la procédure, dans les plus brefs délais, les raisons pour lesquelles il a décidé de ne pas attribuer le marché ou de recommencer la procédure.

8-5. - Recours.

8-5.1. - Instance chargée des procédures de recours

Tribunal judiciaire de Marseille – 6, rue Joseph Autran – 13281 MARSEILLE Cedex 06 – Tél. : 04.91.15.50.50 – Fax : 04.91.54.42.90 – E-mail : accueil-marseille@justice.fr – Adresse Internet : <http://www.justice.gouv.fr/>

8-5.2. - Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours

Greffes du Tribunal judiciaire de Marseille – 6, rue Joseph Autran – 13281 MARSEILLE Cedex 06 – Tél. : 04.91.15.50.50 – Fax : 04.91.54.42.90 – E-mail : accueil-marseille@justice.fr – Adresse Internet : <http://www.justice.gouv.fr/>
